

Je n'avais pas vingt ans

Robert Piboteau

En 1919, je travaillais au château Laujac sur la commune de Bégadan (Gironde), comme ouvrier agricole. Lorsque la guerre fut déclarée, je n'avais que 15 ans. Tous les hommes du pays furent mobilisés. Beaucoup sont morts. Un de mes cousins germains a ainsi été tué dès le début de la guerre, sur le front dans les Ardennes, au début de septembre 1939. J'ignorais à ce moment-là qu'il fut un ancien des Brigades Internationales¹; je ne l'appris qu'en 2000 alors que mon fils Francis reconstituait l'arbre généalogique de notre famille. J'ai beaucoup pleuré lors de sa disparition.

Mais revenons au château Laujac. Plusieurs de mes camarades furent embauchés dans ce château, pour compenser le départ de la main d'oeuvre mobilisée. En 1940, le patron Monsieur Cruse Hermann nous payait 17,50 francs par jour. Profitant du manque de main d'oeuvre, mes camarades et moi avons demandé 20 francs par jour; celui-ci nous a offert 19,50 francs. Porte-parole de la délégation, je refusais pour mon compte personnel, disant à Monsieur Cruse que je ne savais pas ce que feraient mes camarades mais que moi je lui remettais ma démission. Mes camarades firent de même au bout de huit jours. Démissionnaire du château Laujac, je trouvais du travail chez une propriétaire qui me donnait 25 francs par jour. La vie se déroulait normalement.

Au début de l'été 1940, j'avais 16 ans. Comme un gosse, j'étais allé voir l'arrivée des Allemands à Lesparre. J'avais été très impressionné par cette armée, la discipline et le maintien des troupes. J'ignorais encore ce qui allait se passer. Réquisitions dans les fermes, couvre-feu, arrestations de ceux qui avaient des idées de gauche, mise sous le joug hitlérien de notre pays, fusillés, arrestation des juifs, des gitans et des francs-maçons, information censurée (toutes les informations étaient à la gloire de l'armée allemande et du régime de Pétain), priorité à la race aryenne, campagnes d'affichage contre les juifs... Irrités par tout cela, nous faisions tout ce qui était interdit.

Fin 1942, début 1943, mon oncle, Henri Sarrazin, propriétaire à Saint-Ysans de Médoc, faisait de la résistance avec Monsieur Portier, greffier au Tribunal de Lesparre. Ils fournissaient en faux papiers ceux qui étaient obligés de prendre la clandestinité et les volontaires au combat. Peu de gens étaient au courant de leur activité. Je connaissais également un cheminot, chef de gare, je crois, dans les Ardennes, réfugié chez une de ses tantes au Sablonat, lieu-dit de la commune de Civrac en Médoc. Je faisais partie de ce noyau et, chaque fois qu'une unité allemande se déplaçait, je leur signalais. A cette époque, je faisais le distillateur ambulancier, autrement dit « bouilleur de cru ». Je parcourais ainsi tout le Médoc, il était donc facile pour moi de signaler les mouvements de troupe et de navires. Cela a duré de la fin 1942 à janvier 1944.

1 Les Brigades Internationales étaient composées de volontaires pour défendre la République espagnole en 1936 contre le général franco.

Partir au maquis

Au début de l'année 1944, je distillais chez Monsieur Dupuy. Là, Olivier Blanc, propriétaire de l'alambic, vint m'annoncer qu'une convocation pour le Service du Travail Obligatoire (S.T.O.) m'attendait, c'est à dire que j'étais réquisitionné pour aller travailler pour les Allemands à l'organisation TODT qui construisait le mur de l'Atlantique et la base sous-marine, voire en Allemagne. J'ai été le seul de la classe 44 de la commune à être désigné pour partir alors que je me trouvais au milieu de la liste. Sans doute, le maire (délégation spéciale) ne m'aimait pas. Aussitôt, je demandais à mon oncle comment partir au maquis. Il me donna tous les renseignements nécessaires.

Je ne me rappelle pas exactement comment j'ai annoncé la chose à mes parents. J'ai dû leur dire que je partais travailler dans les Landes à la campagne, que je partais au maquis. Ma mère, qui ignorait ce qu'était le maquis, a bien avalé ce que je lui disais. En revanche, mon père, plus informé, m'a dit en partant: « Fais bien attention à toi ». Est-ce qu'il avait compris, lui ? Je partis le lendemain en vélo pour Pauillac, chez un certain Monsieur Dieuzaide. Là, commença ma vie de clandestin.

Arrivés à Pauillac, le chef de gare des Ardennes et moi, nous fûmes dirigés chez un forgeron du Bouscat qui nous donna une autre adresse (les bains douches du Bouscat) avec un autre mot de passe. Comme il n'était pas recommandé d'abriter deux personnes en un même lieu, par mesure de sécurité, nous dûmes nous séparer. Lui fut dirigé vers un groupe F.T.P.F. (Franc-Tireur et Partisan Français) du Bouscat. Quant à moi, je devais passer la ligne de démarcation pour me rendre à Marmande (Lot-et-Garonne) et Montpouillan, chez Jeannette et Ginette. On m'a fait apprendre un plan par cœur, les noms des parents de Jeannette et Ginette puis un autre mot de passe à prononcer à mon arrivée.

Je n'avais jamais fait de grand trajet en train, je ne connaissais pas la gare de Bordeaux Saint-Jean. Il fallait que j'affronte plusieurs contrôles pour passer la ligne de démarcation avec de faux papiers d'identité. Cette fois, les Allemands étaient vraiment mes ennemis. J'étais un clandestin. Chaque képi, chaque uniforme, chaque policier et gendarme, chaque soldat et *feldgendarme* allemand représentait la même menace.

Enfin, arrivé en gare de Marmande, il me reste encore un contrôle de police. Essayer de paraître le plus anonyme possible. Me voilà parti avec ma valise pour me rendre à Montpouillan (4 km). Je me conformais strictement au plan que j'avais appris par cœur et dont je me souviens aujourd'hui encore. Sorti de la gare, prendre à droite en suivant le boulevard, puis, le pont sur la Garonne, ensuite, après une butte, je devais filer en direction de Couthures. Sur ce chemin, prendre la première route blanche sur la gauche jusqu'au pont canal, après avoir traversé une grande plaine, monter la côte de Montpouillan. Après avoir franchi quelques carrefours, j'arrivais chez Monsieur et Madame Perrier, les parents de Jeannette et Ginette. Echange de mot de passe et j'étais enfin accueilli.

Aujourd'hui, je me demande comment j'ai pu apprendre par cœur tant de parcours, de noms de gens et de mots de passe différents. Je crois que c'est la responsabilité que nous

avons sur les épaules: une seule erreur et c'était la mort certaine, pour nous et pour nos camarades. En effet, un simple renseignement dans les mains de personnes hostiles pouvait provoquer des arrestations en chaîne.

Je devais rester chez Jeannette et Ginette quinze jours qui m'ont paru bien longs. J'avais 19 ans et ½ et fait le choix de travailler à la libération de mon pays. N'ayant pas encore à mon âge le sens de l'organisation des maquis, je pensais que j'aurais une activité dans ce but dès mon arrivée. Par la suite, j'ai compris qu'il fallait prendre le temps de nous connaître, de nous tester pour former un groupe de résistance homogène.

Durant cette période, deux autres jeunes sont arrivés: un Espagnol de Pauillac, Oscar, et un Parisien, Marcel. En trois jours, on m'avait trouvé du travail chez Monsieur Poulmarch dont le fils était déporté en Allemagne. Là, on faisait les manoques de tabac. Cela consiste à mettre vingt cinq feuilles « sèches » dont on perçait la queue avec une grosse aiguille et à les ranger bien à plat pour après faire des balles de tabac. Enfin, au bout de quinze jours, on vint nous chercher pour aller au maquis. C'est un certain « Kiki » qui est venu nous chercher.

Nous voilà partis, en vélo, par les petits chemins (Samazan, Bouglon, Grignols, Heulies, Lafille, Lartigue, Allons et, enfin, Lubans). Nous avons fait 60 kilomètres environ. Nous sommes arrivés le 3 février 1944 à Lubans où était la ferme de Rozes. Nous avons retrouvé dans le camp une dizaine d'hommes qui arrivaient de la Torgue. La Torgue est située à 80 km à l'est d'Allons sur le bord de la route départementale de Fouillet à la Parade. Les autres étaient arrivés depuis peu. Gros Jean était leur chef. Celui-ci affirmait avoir été arrêté et gardé prisonnier au camp de Mérignac (Gironde), d'où il disait s'être évadé. Nous aurions du être plus méfiants. Parfois, ceux-ci s'évadaient en accord avec leurs gardiens en contrepartie d'infiltration dans des maquis et ensuite de dénonciation de Résistants. Il y avait aussi Guy Beau qui était l'adjoint de Gros Jean. C'était le chauffeur du groupe, quand il avait une voiture. Et puis, Loulou, lui aussi évadé de Mérignac, venu au maquis pour s'enrichir au cours de coups de main. Notre état d'esprit était différent, nous ne pouvions accepter ce genre d'individus malfaisants.

Ensuite, il y avait Jacques, un cousin de Guy Beau. Il était imprimeur. Un jour, il se rasait pendant que je nettoyait ma mitraillette Sten. Je ne sais pas comment c'est arrivé, mais ma mitraillette est partie et une balle est allée se loger dans la glace qui servait à Jacques pour se raser. Il s'est retourné: il était plus blanc que le savon qu'il avait sur la figure tellement il avait eu peur. De mon côté, je n'en menais pas large. Il y avait aussi André de Grands Fonds et enfin Martha. C'était un Espagnol recherché dans son pays où il avait pris part à la guerre contre les franquistes et où il avait exercé des responsabilités politiques. Il était bourru, ne riait jamais et était très sévère. Il y avait aussi Oscar qui était venu avec moi et Marcel, qui sera tué plus tard au cours d'une bataille à Allons. Ce jour là, je n'étais pas avec eux, j'étais déjà agent de liaison. Oscar partit dans l'Ariège quelques jours après la bataille de la ferme du Crierai où il se conduisit en héros.

L'attaque de la ferme du Crierai

Mais revenons à la ferme de Rozes. Nous couchions dans la paille. Et trouver à manger pour une dizaine d'hommes clandestins n'était pas facile, malgré une population totalement acquise à notre cause, mais qui avait elle-même de grandes difficultés pour se nourrir.

Le 4 février 1944, nous étions trois devant la ferme à 7 heures 30, lorsque nous avons entendu des rafales d'armes automatiques. Au fusil mitrailleur, les G.M.R. (Groupes Mobiles de Réserve, au service de Pétain) attaquaient le maquis qui se trouvait à la ferme de Crierai, un maquis de l'Armée Secrète (A.S.)² qui se trouvait à 3 ou 4 km de nous. Nous nous sommes armés et nous sommes partis pour faire diversion en attaquant les G.M.R. « Armés » est un grand mot: nous ne disposions que de quelques mitraillettes Sten et des grenades qui pouvaient faire beaucoup de mal. Martha me donna un tout petit pistolet à broches: il faisait 7 à 8 cm du bout du canon à l'arrière de la crosse. Martha, lui, prit une mitraillette. Nous avons disparu tous les deux dans la lande. Les autres sont partis à la bataille par un autre chemin. La fusillade était de plus en plus nourrie. Les G.M.R. attaquaient au mousqueton, au fusil mitrailleur et même à la mitrailleuse. L'attaque des G.M.R. avait duré deux heures, mais, en milieu de matinée, tout était fini. Nous attendîmes un long moment avant de revenir au campement à la ferme de Rozes. L'après-midi, nous sommes revenus au Crierai, après avoir pris mille précautions. Nous avons découvert un mort parmi les maquisards du Crierai, mais les autres s'étaient tous envolés dans la nature, grâce à notre diversion. Du côté des G.M.R. il y eut 2 ou 3 morts dont le gendarme Collin de la brigade de Houeilles.

Nous avons des relations avec deux gendarmes de la brigade de Houeilles, les gendarmes Terrier et Collin. Le jour de l'attaque, les G.M.R., visiblement bien renseignés sur ces deux gendarmes, étaient passés à la brigade et avaient pris avec eux le gendarme Collin pour le conduire sur les lieux du maquis. Le gendarme Collin était-il seul à la brigade ? Terrier avait-il prévu l'arrivée des G.M.R. ? En fait, je pense qu'il s'était sauvé par derrière la gendarmerie pour ne pas les accompagner, car, après, il ne reparut plus à la brigade et nous ignorons ce qu'il est devenu par la suite.

Voilà ce que fut l'attaque de l'Armée Secrète (A.S.) à la ferme du Crierai, le 4 février 1944, par les G.M.R. Mais, pour nous, ce n'était pas fini. Il fallait penser à quitter la ferme de Rozès. Heureusement, le grand Janot, déjà rencontré chez Jeannette et Ginette, nous avait trouvé un nouveau campement au bois du Bastard à Montpouillan, à moins que ça ne soit Jeannette qui, d'ailleurs, était en relation avec Janot. J'ai su, par la suite, que Janot était de Bègles, que son père avait été fusillé au Mont Valérien et sa mère avait été déportée en Allemagne d'où, d'ailleurs, elle ne reviendra pas. Après, le grand Janot deviendra inter régional.

2 L'Armée Secrète était un mouvement de résistance formé par une majorité d'anciens officiers de l'armée française.

Le hold-up de la perception

Nous sommes donc partis de nuit avec des vélos et tout notre barda, armes, munitions, matériels divers, à l'exception un fusil pour percer le blindage des chars légers que nous avons caché sur place. Nous n'avions rien mangé depuis au moins 24 heures. Ce n'est qu'après 2 heures du matin que Janot et Ginette nous ont apporté des nouilles dans des grosses boîtes de conserves de 5 kilos. C'était des pâtes froides et qui n'avaient cuit que dans de l'eau sans aucun ajout. Et nous n'avions ni assiettes, ni fourchettes pour les manger. Alors nous avons reçu chacun une ration de pâtes sur du papier journal que nous avons mangé avec les doigts. Nous nous sommes jetés sur ces nouilles au plomb, celui de l'encre d'imprimerie.

Nous manquions de moyens. Il y avait certes des parachutages, donc des armes et de l'argent, mais les F.T.P.F. n'en bénéficiaient pas. Les autres mouvements de Résistance, notamment l'A.S. - « Combat » - « Libé-Sud » en recevaient. Mais leurs parachutages étaient planqués et enterrés. Ils les gardaient pour le jour « J », c'est à dire le jour du débarquement. Cette pratique était dangereuse: sur dénonciation par des gens qui avaient vu les aller et venues, différents transports, par des dénonciateurs aux Allemands, aux miliciens, les armes étaient reprises et ceux qui les cachaient étaient arrêtés et, souvent, les responsables qui se croyaient à l'abri étaient aussi arrêtés et c'était la déportation.

Nous n'avions pas d'argent. Il fallait donc en trouver. Gros Jean m'envoya donc à Meilhan sur Garonne en reconnaissance d'une perception. C'était à 7 ou 8 kilomètres du camp. Je la trouvais facilement et demandais des timbres quittances sachant pertinemment qu'ils n'en avaient pas. Pendant ce temps, je repérais l'emplacement du coffre-fort, le nombre de téléphones et, surtout, le nombre de personnes (2 ou 3 employés). Je revins au maquis avec tous ces renseignements. On décida que le lendemain matin, on attaquerait à la perception. C'était vers le 15 février.

Nous partîmes donc dans une traction avant avec Guy comme chauffeur, Kiki, Gros Jean, moi et deux autres pour Meilhan sur Garonne. Vers 10 heures, nous arrivons à la perception. Avec l'effet de surprise et grâce à nos armes, nous avons coupé le téléphone et exigé l'ouverture du coffre-fort. Nous avons pris l'argent et nous sommes partis. Nous sommes rentrés par une route détournée pour ne pas éveiller l'attention. Il ne fallait surtout pas leur donner le moindre indice sur le lieu du cantonnement.

Pour nous F.T.P.F. notre but était d'abord de nous défendre et ensuite de harceler les Allemands partout où ils se trouvaient, de saboter leurs structures et, dès le débarquement commencé, de libérer les populations, de retarder les unités allemandes qui remontaient vers la Normandie, dont la division « Das Reich ».

Si des Français n'ont pas toujours reconnu notre but, le général américain Eisenhower a reconnu officiellement le rôle des maquis et évalué l'aide de la Résistance dans toute la France à plusieurs divisions. Si une petite commune comme Houeilles (bombardée par les Allemands, en raison de l'aide apportée par la population dès 1943, avec des morts civils) réserve un tel accueil aux anciens Résistants une fois par an pour rendre hommage à leurs morts, il faut conclure que sa population ne nous a jamais pris pour des voleurs et des assassins. La commémoration de cette journée a lieu le dimanche le plus près du 20 juin. Il y avait des gens merveilleux qui risquaient tous les jours leur vie pour nous. Nous

en avons rencontré beaucoup et je voudrais rendre ici hommage à William, le boulanger d'Arx (Lot-et-Garonne) qui, au prix de nombreuses difficultés en approvisionnement, et en plus, de tout le travail qu'il devait faire, fabriquait du pain pour 600 à 800 maquisards tous les jours.

Le lendemain du repas aux « nouilles sur papier journal », il fallait que j'aille chercher du pain à Pont des Sables, le long du canal, à plus de 3 kilomètres du camp, chez un boulanger qui avait de la sympathie pour nous, et déniché sans doute par Jeannette. Pour nous tous, j'en avais lourd sur les épaules. Tous les jours, je devais monter à pied la côte de Montpouillan. Or, j'avais repéré un camion à gazogène avec une citerne dessus pour le transport de vin. J'avais pensé mettre la citerne à terre et à nous emparer du camion. Cela me paraissait facile à réaliser. Mais après avoir parlé de ce plan aux autres camarades, j'appris que c'était celui d'un camarade acquis à la Résistance. Il appartenait à Monsieur Maurissan, la maison devait d'ailleurs devenir un lieu de repos pour moi quand je faisais l'agent de liaison, mais je reviendrai sur ce sujet un peu plus tard.

Au Bastard, nous avons été vite repérés. Ce bois était petit avec des maisons tout autour et les gens commençaient à se demander ce que faisait cette équipe dans ce bois, et, parmi les voisins, il pouvait y avoir des gens contre nous. Il a donc fallu changer de cantonnement. En pleine nuit, nous sommes partis à travers bois dans une ferme qui s'appelait « la Chouette ». Elle était située sur le territoire de la commune de Cocumont. C'était dans le creux d'un vallon, entouré de tous côtés par des collines. La ferme était au milieu d'un pré. Ce n'était vraiment pas un endroit idéal, donc, au bout d'une dizaine de jours, nous sommes revenus dans les Landes tout près de la ferme de Rozes (à 700 m) où nous étions la première fois. C'était dans la deuxième quinzaine de mars, je crois. Nous avons réintégré la ferme de Rozes huit à dix jours après.

Il faut vous dire que, pendant que nous étions au Bastard, nous avons été faire sauter la voie de chemin de fer, avec un train roulant, tout près de Sainte Bazeille. Il fallait faire attention aux gardes voies, et, autant que possible, la faire sauter dans une courbe pour que cela fasse beaucoup plus de dégâts. Cela consistait à mettre des pains de plastic sur une longueur d'un mètre environ avec un détonateur et du cordeau détonnant, le tout relié à un « crapaud » qui ceinture le rail, avec une amorce électrique. Quand le train passait dessus, il faisait exploser le plastic qui coupait le rail.

Mais, ce n'était pas tout, il fallait manger et s'habiller. Une nuit, nous sommes partis en camion vers un camp de jeunesse situé entre Durance et Nérac. Il faut expliquer ce qu'était un camp de jeunesse. C'était une organisation du régime pétainiste. Les hommes étaient recrutés par classe d'âge comme les militaires. D'ailleurs, le service militaire étant aboli, il avait trouvé pour le remplacer les « camps de jeunesse ». Certains de ces camps étaient installés dans la forêt landaise et comprenaient de 500 à 800 hommes. Lesquels étaient équipés comme des soldats avec une intendance fournie: vêtements, nourriture, un peu de tabac... Ils avaient un uniforme : blouson de laine vert, pantalon de laine vert, blouson de cuir et, pour l'hiver, grande veste de cuir. Mais il y avait surtout à manger dans ces camps. Les appelés travaillaient en forêt, à arracher les souches de bruyères ou à couper des pins. Voilà ce qu'était un camp de jeunesse.

Après avoir coupé le téléphone, nous avons chargé des balles de blousons en cuir et de tissus, des pantalons, puis, nous avons mis le magasin de vivres à sac. Nous avons désormais toutes sortes de légumes, des sardines à l'huile, des poissons. Nous avons

également pris du pain pour trois jours, puis nous sommes revenus à la ferme. « Ferme » est un bien grand mot: nous avons, en réalité, deux pièces avec un peu de paille pour nous reposer et dormir.

Du bruit dans la nuit.

On plaçait en permanence un guetteur à cinq cent mètres de la ferme. Pour nous, c'était au niveau à la route blanche. La ferme se trouvait au milieu de beaux pins de quarante à soixante ans. Nous avons eu la visite à deux ou trois reprises de gens qui cherchaient à nous repérer pour le compte des Allemands ou des miliciens. Devant leur insistance pour nous repérer et nous dénoncer, il y a bien fallu prendre une décision. C'était eux ou nous. Aujourd'hui, ils sont sous le champ de maïs qui a pris la place de la ferme, ce qu'ils avaient bien mérité.

Une nuit où j'étais de garde, j'ai entendu du bruit, comme des pas. On marchait dans le bois, les broussailles étaient écrasées, cassées, mais je ne voyais rien. J'étais au pied d'un petit pont qui donnait sur un ruisseau pour aller au maquis et qui servait à l'écoulement de l'eau. Le fossé était plein. Pour mieux voir et me protéger, je n'avais qu'une chose à faire: me glisser dans l'eau derrière le pont, ce que je fis aussitôt. Dans le bois, ça marchait toujours. Le bruit se rapprochait. J'armais ma mitraillette et j'attendais. J'avais peur et j'étais frigorifié. Les minutes me semblaient, à ce moment là, des heures. C'est alors j'ai vu déboucher à vingt mètres de moi, une laie avec cinq ou six marcassins qui ont traversé la route sans penser qu'elle m'avait causé la peur de ma vie. Je n'avais plus qu'à attendre la relève de la garde pour me sécher et me changer.

Il fallait aller se ravitailler en pain à Houeilles, tous les deux jours, à vélo. De Houeilles à Allons, cela faisait 7 km plus 3 km pour rejoindre le maquis. Comme j'étais le plus jeune et le moins repérable, c'est moi qui fus désigné. Mais il fallait donner des cartes d'alimentation. On a donc décidé d'aller « faire une mairie » lorsqu'elle distribuerait les cartes. Notre choix se porta sur Cocumont dans le département du Lot-et-Garonne. Nous partons à cinq ou six en vélo à 200 m les uns des autres pour Cocumont. Arrivé à la mairie, on a exigé toutes les cartes d'alimentation, les tampons de la mairie et nous sommes repartis, laissant les clients et le personnel complètement éberlués. Je ne suis pas reparti avec le même vélo: le mien laissait à désirer. J'ai donc pris un vélo en meilleur état que le mien. Les gendarmes avaient été prévenus par le personnel, étaient à nos trousses, mais ne pédalaient pas trop pour nous rattraper.

Plus tard, quand je suis rentré à la Compagnie Générale Transatlantique (C.G.T.) en 1947, j'ai rencontré un garçon de bureau du courrier qui était... un de ces gendarmes. Un jour, alors qu'il racontait un de ses exploits, je riais sous cape et, à la fin, je lui ai dit que je faisais partie du groupe qu'il avait poursuivi. Comme quoi il n'y a que les montagnes qui ne se rencontrent pas.

Les boîtes aux lettres.

Mais revenons au maquis. Il fallait installer un système de liaisons entre nous, la région et l'inter région. C'est encore moi qui fus chargé de cette mission. Il faut d'abord expliquer le mode de fonctionnement des « boîtes aux lettres ». Il fallait, en effet, installer des « boîtes aux lettres » chez des camarades non clandestins mais acquis à la Résistance pour déposer des messages toujours au moyen de mots de passe. Le réseau de « boîte aux lettres » du maquis s'étendait jusque dans les Hautes Pyrénées à Bazordan où devait se trouver le maquis de l'inter région. La première fois, je devais porter à l'inter régional la somme de 600.000 francs, soit une valeur lors de la dernière cotation du franc approximatif de I.N.S.E.L. de 59.580.000 anciens francs.

Me voilà parti. Premier rendez-vous avec le chef régional qui, je l'ai su après, était Lucien Baron, le futur chef du « Bataillon Arthur »³. il était à Sérignac ou Montagnac-sur-Auvignon, dans le Lot-et-Garonne. Je ne me rappelle plus le nom exact du village.

Là, je reçus toutes les instructions pour remettre l'argent au Grand Janot (de son vrai nom: Jean Richon, natif de Bègles), que nous retrouvons et qui était devenu chef de l'inter région et que je connaissais bien. Je devais me rendre directement à Bazordan, sans me faire épingler par les Allemands. Plus tard, Janot fonda le « Bataillon de Bigorre ». En vélo, toujours, mais avec un vélo en très bon état, cette fois. Je ne me rappelle plus comment je l'avais eu... je partis donc pour Nérac, Condom, Valence-sur-Baïse, Saint Jean Poutge, l'Isle-de-Noé, Mirande, Saint Michel Cazalas, Trie-sur-Baïse, les Puntous, Castelnau Magnoac et, enfin, Bazordan. Cela faisait 190 à 200 km avalés en une journée. J'arrivais le soir vers 18 heures. Je devais contacter un certain Monsieur Boubé et lui donner le mot de passe pour me faire connaître. Lui, devait répondre à son tour à ma phrase de façon à ce que je le reconnaisse. Tout se passa très bien et l'on me conduisit au maquis de l'inter région dans les bois avoisinants.

Je retrouvais Janot et les autres qui me reçurent à bras ouverts. Je partageais le repas avec tous les camarades et dormis sous la tente, à la dure. Il n'y avait pas de matelas, juste de la paille. Je remis tout l'argent. Ils en avaient grand besoin car les fonds étaient en baisse, pour ne pas dire « à sec ».

Il me tardait de repartir, car il fallait que j'installe un réseau de « boîtes aux lettres » entre l'inter région et la région. Je me rappelle d'une boîte aux lettres à Valence-sur-Baïse, chez Monsieur Couillense, d'une deuxième à Miradoux et d'une autre, enfin, dans la région de Bacugnan chez une jeune institutrice. Le fonctionnement de celles-ci était le suivant : quand l'inter région devait donner un ordre à la région, il fallait le faire passer à la première boîte avec un mot de passe, puis le courrier le faisait passer à la seconde toujours avec un mot de passe et ainsi de suite jusqu'à destination. La première ne connaissait que la deuxième, jamais la troisième.

3 Le « Bataillon Arthur » a été créé par un étudiant toulousain, jeune père de famille, qui vivait avec sa famille dans une mansarde à Toulouse. C'est lui qui, lors d'une venue du maréchal Pétain dans la ville rose, avait réussi à inonder de tracts le cortège officiel, avec une machine de sa fabrication, depuis les toits sur le cours d'Alsace Lorraine. Il fut assassiné dans l'église Saint Hilaire, à Agen, par la Gestapo au mois d'octobre 1943. Il s'appelait de La Courtie.

Milice et milices

A partir de ce moment là, je fus affecté à la constitution de groupes de « milices patriotiques ». Les « milices patriotiques » étaient constituées de volontaires qui restaient chez eux mais devaient être capables de rejoindre le maquis le jour où on en aurait besoin. Ce n'était pas facile. Il fallait connaître des gens, avoir des mots de passe, etc.... J'avais trois points de chute: à Grands Fonds, près d'Agen, à Montpouillan, chez Monsieur Maurissan et au maquis. Comme ils déménageaient souvent, c'était difficile de les retrouver.

Quand je suis arrivé Caudecoste, en juin 1944, vers 14 h 00, je n'ai vu personne dans les champs, personne dans le village. Pas un bruit. Ce n'est qu'une fois devant la mairie que j'ai aperçu une dizaine de corps qui pendaient au balcon. C'était l'oeuvre de la division « Das Reich » dont le train était stationné en gare de Valence d'Agen, pour cause de voie détruite par le maquis, depuis quatre jours. A Dunes, pareil. J'étais arrivé dix minutes après le départ des mêmes SS de la division « Das Reich ».

Une autre fois, j'arrive à Auch par le train du soir. Je couche à l'hôtel. Je faisais des liaisons pour les « milices patriotiques ». Le midi, je trouve un petit restaurant. Je mangeais depuis un quart d'heure quand arrive une trentaine⁴ de miliciens qui se mettent à table. J'étais le seul civil à déjeuner dans ce restaurant. Inutile de vous dire que le repas fut vite avalé et que je partis sans demander mon reste.

Mais revenons à nos moutons. Il fallait que j'aille à Aire-sur-l'Adour. Je n'avais presque plus d'argent, il fallait que j'économise le peu qui me restait. Je décide donc de voler un vélo. Me voila donc parti en chasse. Je trouve un bon vélo, du moins c'est ce que je croyais. Un monsieur le laisse devant la porte en entrant dans une maison. A peine entré, je saute sur le vélo et juste à ce moment là, le monsieur ressort et se met à crier : « Au voleur ». Mais je ne devais pas avoir de chance ce jour-là, du moins je le croyais, car la chaîne saute, et me voilà parti pour me sauver avec le monsieur à mes trousses et tous les gens du quartier. Il y avait trois ou quatre personnes qui me poursuivaient et qui m'ont rattrapé dans un chemin en cul de sac. Le monsieur m'a demandé pourquoi j'avais fait ça. J'ai prétexté devoir aller à Aire-sur-l'Adour pour chercher du travail. Après m'avoir sermonné, il est venu avec moi et m'a payé l'autobus pour Aire-sur-l'Adour et il a attendu que le car parte avec moi dedans.

Mais ce n'est pas fini ! Arrivé à Aire, au début de la soirée, il fallait penser à dormir sans manger. Il faut vous dire qu'à l'époque je sautais plusieurs repas, notamment les petits déjeuners et les repas du soir. Souvent le midi, je mangeais des fruits. Je trouve finalement un hôtel où il restait une seule chambre. Je ne le savais pas au moment où je suis rentré, mais c'était un hôtel où restaient régulièrement des agents de la Gestapo ! Inutile de vous dire que le lendemain matin, je suis parti... sans déjeuner, pour le moulin de Projan, le lieu de mon rendez-vous. J'avais au moins 20 kilomètres à faire à pied. Enfin, cela s'est bien terminé.

⁴ Les miliciens étaient organisés par « dizaine », 3 « dizaines » formaient une « trentaine » et 3 « trentaines » formaient une « centaine » y compris officiers et sous-officiers.

La dernière liaison

C'était toujours la même chose. Divers rendez-vous pour organiser les « milices patriotiques ». De temps en temps, je revenais au maquis pour prendre un peu de repos. C'est ainsi que suis allé à Riscle, 80 km, à Mont-de-Marsan, 200 km, à Layrac. Une autre fois, j'ai été porter des explosifs à Tarbes, 150 km, pour saboter l'arsenal. J'ai été en chercher à Cazères sur Garonne, 70 km, pour porter à Toulouse. Je faisais tous ces déplacements soit en train, soit en vélo, car cela faisait beaucoup de kilomètres avec Toulouse comme point central.

Un jour, le maquis de Houeilles m'a envoyé faire une énième liaison à Bazordan avec le maquis inter régional. Je ne savais pas que ce serait la dernière. Pour l'aller, cela s'est bien passé. Mais, il fallait changer d'itinéraire pour le retour. Je suis donc parti de Bazordan pour Agen en passant par Castelnau, Magnoac, Seissan, Fleurance, Miradoux, Caudecoste et Grands Fonds où j'avais un point de chute. Cela faisait 250 km environ avec tous les détours pour éviter les grandes routes et j'étais crevé. Mais il fallait que j'arrive, car le lendemain matin, j'avais rendez-vous avec « Kiki », au km 7 route de Cahors, près d'Agen, exactement à Pont de Cosse. Les instructions de l'inter région étaient dans le cadre de mon vélo sous la selle.

Mais il faut que j'ouvre une parenthèse avant de poursuivre. A Bégadan, dans mon adolescence, je suivais des cours de musique. Mon professeur qui habitait Civrac-sur-Médoc, s'occupait de ses petits enfants qui allaient à l'école primaire avec moi. C'était lui qui les élevait. La mère ne s'en occupait pas, c'était mieux pour elle ! En 1944, elle habitait Agen, au 35, ou 36, route de Bordeaux. A la suite d'une rencontre imprévue dans Agen, celle-ci, Madame P....., fille Subra, du nom de mon professeur de musique, m'a invité à déjeuner. Tout heureux de m'avoir rencontré, ses enfants m'ont demandé ce que je faisais là. Depuis cinq mois que j'étais parti de chez moi, ce n'était pas difficile à deviner. Je leur ai répondu évasivement que je travaillais. Je ne savais pas qu'elle vivait avec un officier d'aviation et qu'elle était agent de la Gestapo. Quelques questions sur ce que je faisais à Agen et toujours de vagues réponses. Je devais aller déjeuner chez elle le dimanche 9 juillet 1944.

Donc, le dimanche 9 juillet 1944, je vais à mon rendez-vous au point fixé « Km 7 route de Cahors ». Pas de « Kiki ». J'avais rendez-vous à 10 heures. Le repêchage, c'est-à-dire le deuxième rendez-vous, devait avoir lieu à midi au même endroit. Il fallait que je prévienne que je serais en retard pour le déjeuner. Je revenais donc à Agen pour aller route de Bordeaux. Je prends par le Gravier, le long de la Garonne. Sur le pont canal, je vois une voiture, une traction avant, arrêtée, et deux hommes qui semblaient regarder l'eau, au loin. Je me suis dit : « Cà, c'est la Gestapo », mais j'avais eu tellement de fois à faire à eux que je ne m'inquiétais pas. Mais, sitôt passé la voiture, celle-ci démarre et roule très doucement pour me suivre. Voyant cela, au lieu de m'arrêter où je devais déjeuner, je continue pour ne pas causer d'ennuis à Madame P.....

Comme je ne m'arrêtais pas, ils me font une queue de poisson, sautent de la voiture revolver au poing et m'arrêtent. Ils embarquent le vélo et ils me conduisent au siège de la milice dans une rue en face de la gare d'Agen. Mais cette milice là n'était pas une « milice patriotique ». Ce n'était pas non plus des gars de la Gestapo, mais des agents de la Brigade Spéciale de l'Intendant de police Marty, section des affaires politiques (S.A.P.)

Là, pendant que ces messieurs étaient allés faire bombance, je fus livré à la bestialité des miliciens. Ils me mirent à poil, m'aspergèrent successivement d'eau froide, d'eau chaude, me menacèrent de leurs mitraillettes, me giflèrent, proférèrent toutes sortes d'injures : ils me mirent plus bas que terre. Cela a bien duré deux heures et demie. Enfin, on vint me chercher et nous partîmes pour Toulouse à 150 km de là. Le trajet a duré le reste de l'après-midi, car nous nous arrêtâmes à Castelsarrasin. L'inspecteur Brunner avait des connaissances dans la campagne de Castelsarrasin dans une grande ferme. Là, je pensais à m'évader, mais, pas un instant, ils ne me laissèrent seul et avec les menottes, ce n'était pas facile. J'avais pourtant une connaissance dans le coin, un maréchal-ferrant qui était de la Résistance. Mais, tout autour, c'était la plaine à perte de vue. Puis, nous nous arrêtâmes de nouveau dans une grande propriété à l'entrée de Toulouse où l'on dansait. Je n'avais évidemment pas l'esprit à la fête.

Enfin, nous sommes arrivés à Toulouse où l'on me mit seul dans une cellule de 2,50 m sur 1,50 m environ, sans manger. Je n'avais pas mangé depuis le matin. Je passais ma première nuit en cellule. Inutile de vous dire que je n'ai pas dormi. C'était le 9 juillet 1944, dans un commissariat de police, 18 rue du Rempart Saint-Étienne, près du siège de l'Intendance de police qui était, lui, situé place Saint-Étienne.

La prison

Le lundi, les inspecteurs sont venus me chercher pour un interrogatoire « musclé ». Là, j'ai subi les gifles, les coups de poing puis la « gégène ». C'est un truc très simple. Le tortionnaire fait tourner une magnéto d'avion pour créer un courant électrique, déplace une électrode sur différentes parties du corps, notamment les parties génitales, avant de mouiller le sol pour que ça fasse masse. J'ai subi ensuite la « baignoire ». Ils m'ont pendu par les pieds et ils m'ont mis la tête dans de l'eau jusqu'à suffocation. Quand je revenais à moi, ils recommençaient. Les coups de nerf de bœuf pleuvaient. Il y avait aussi les brûlures de cigarettes et comme ça pendant 3 ou 4 jours. J'en avais assez, mais malgré ça, je n'ai pas traqué. Je n'ai rien dit, mais je comprends ceux qui ont parlé sous la torture.

Après, j'ai eu droit à un « mouton » dans ma cellule. C'est un individu qui est placé plusieurs jours avec moi et qui essaie de me faire parler... sans en avoir l'air, avant de raconter le tout à la milice ou à la police. Le régime était le même pour tout le monde : nourriture, tinettes, surveillance. Comme il n'y avait qu'un bat-flanc dans la cellule, l'un de nous devait dormir par terre. La tinette (un seau sans couvercle) était vidée une fois par jour, mais on s'habitue même aux mauvaises odeurs. Une semaine après mon arrestation, ou peut être un peu plus, ils m'ont laissé tranquille, vu qu'ils ne pouvaient rien obtenir de moi.

J'ai eu pour voisin le secrétaire de Georges Mandel, député de la Gironde (circonscription de Soulac). Ensuite, de jeunes Ariégeois qui avaient été arrêtés au maquis les armes à la main. Parmi eux, il y avait un gars de Pamiers et un autre, qui s'appelait Cances ou Cancel, je crois qu'il est devenu journaliste dans la télévision publique (France 2 ou France 3) avant de prendre sa retraite au milieu des années 1980. Où le retrouver ? J'ai vu le percepteur de Masseube (Gers), qui avait été arrêté et mis dans une cellule juste en face de la mienne, au retour d'un interrogatoire, le dos lacéré par le nerf de bœuf à ne pas pouvoir se coucher sur le dos, les jambes et les mains sanguinolentes. Pire : comme il était borgne, ils lui avaient crevé le seul œil qui lui restait. Il était donc aveugle. Un jour, on a même eu droit aux filles qui faisaient le trottoir dans une cellule commune à côté de la notre.

Parlons de la nourriture. Le matin, au réveil, un café fait avec de l'orge grillée : on l'appelait « jus d'orge ». A midi, un bouillon quelconque avec un ou deux morceaux de rutabaga. Le soir, de l'eau bouillie ou bouillon clair. Au bout de quarante et un jours de ce régime, j'arrivais à peser cinquante kilos au lieu des quatre vingt que je pesais quelques jours avant l'entrée en prison. En revanche, Madame Geager, tenancière de maison close arrêtée autour du 10 août 1944, avait le droit de (et l'argent pour) se faire livrer à manger par un traiteur. Elle s'en faisait livrer plus que de besoin et nous en faisait profiter. On nous laissait dans la cour de la prison à partir de 17 heures dans les derniers jours. Disons que nous arrivions à une période difficile pour les Allemands et leurs acolytes miliciens, ce qui nous permettait de bénéficier d'une certaine relâche carcérale grâce aux agents de police. Nous pouvions nous doucher avec un tuyau. Nous avions quelques cigarettes, parfois une pour dix. Celui qui arrivait le dernier se brûlait plus qu'il ne fumait. Mais nous avions toujours le même linge depuis trente jours, bien usé, que l'on a commencé à laver comme on pouvait, sans savon. J'avais les fesses qui passaient à travers le pantalon.

Condamné à mort

Le 18 août, les inspecteurs de la Section Affaires Politiques vinrent me chercher. Là, j'ai appris que j'étais condamné à mort pour « terrorisme » et que l'exécution aurait lieu le 20 août 1944. La veille de mon exécution, le 19 août, à 12 h 30, alors que j'avais été remis en cellule, un groupe de guérilleros espagnols attaquaient la prison. Profitant du branle-bas de combat, nous sommes partis en courant. Madame Geager donna son adresse aux deux Ariégeois et à moi-même. C'était tout près de la prison, place du Capitole. Je ne me rappelle plus le nom de la rue. Nous sommes donc partis à cette adresse.

Arrivés là, la dame responsable de la maison nous fit mettre dans une chambre en attendant la patronne. Ce qui ne tarda pas. Là, nous avons mangé, nous nous sommes reposés. Les Ariégeois me proposèrent de partir avec eux chez des parents, du côté de « Croix Daurade » puis décidèrent d'attendre le lendemain. Un tailleur vint alors livrer un costume pour un officier allemand qui n'était plus là. Et pour cause : ils étaient tous partis. Je le pris. Il m'allait comme un gant. Je l'enfilais, il arrivait à point nommé. Les combats de rues continuaient avec les militaires.

Le lendemain matin, vêtu de mon costume tout neuf, nous partîmes pour la « Croix Daurade » à pied. Nous croisions des unités de Mongols enrôlés de force dans l'armée allemande. Ils avaient mis le feu à des entrepôts de vivres, les Magasins généraux. Nous n'en menions pas large. Nous arrivâmes pour déjeuner. Mais l'après-midi, nous revînmes en ville où je fis partie du coup de feu aux environs de la gare « Matabiau », où je retrouvais le commandant Ricou que j'avais connu avant mon arrestation. Il me prit tout de suite dans son unité. Pendant deux jours, je restais avec lui. Puis, il m'affecta comme garde du corps auprès d'un personnage politique important de Montauban. Cela dura une dizaine de jours mais je souhaitais plus que tout retrouver mes camarades du « Bataillon Arthur ». Je fis part au commandant Ricou de ma décision de regagner Agen, ce qui ne le surprit pas. Je pris donc le train à Montauban. A l'arrivée, ce fut la surprise : tous pensaient que j'étais mort ! Je retrouvais une partie des camarades du maquis et on fêta ça. Je rencontrai Monsieur Maurissan à Agen. Tout le monde avait eu très peur parmi les civils à la suite de ma disparition.

L'armée... et Madame P.....

Après être resté quelques temps à Agen, j'ai été affecté au « Bataillon Odet », en formation dans la région de Marmande. J'échouais à la 1^{ère} compagnie à Sainte Bazeille. Le « Bataillon Arthur » étant parti sur les traces des Allemands, j'ai retrouvé deux ou trois copains que j'avais connus lors de mes haltes au maquis. A la compagnie du « Bataillon Odet », nous avions un capitaine commandant la compagnie, Charles Louart qui me nomma sergent-major.

Vers la fin de septembre 1944, j'avais envie de revoir ma famille. J'ai demandé et obtenu une permission. J'arrivai dans le Médoc, en pleines vendanges. Je fus reçu comme un héros, tout le monde me fêta. Mais il me fallut repartir moins d'une semaine après à Sainte Bazeille où la vie militaire continuait. Entre temps, j'étais allé à Agen pour faire une visite à Madame P....., ma dénonciatrice. J'avais un revolver chargé d'une balle dans le canon prêt à la descendre. Malheureusement, elle n'était plus là. Cela valut peut être mieux pour moi, car on commençait à chasser les Résistants qui voulaient faire justice eux-mêmes. Je demandais au voisinage ce qu'elle était devenue. Elle était partie en juillet en abandonnant tout son mobilier. Et, en parlant avec les voisins, j'appris que le 9 juillet, elle leur avait demandé : « Avez-vous vu l'arrestation ? ». Les voisines répondirent qu'elles n'étaient pas là et qu'elles n'avaient rien vu.

« Si vous aviez été là à midi, vous auriez vu l'arrestation d'un maquisard » leur aurait-elle affirmé, crânement. Un jour, à Toulouse, beaucoup plus tard, en me promenant, j'ai rencontré ma dénonciatrice. J'avais toujours mon revolver chargé dans ma poche. Je l'ai regardé, elle s'est sauvée comme quelqu'un qui n'avait pas la conscience tranquille. Je l'ai regardée se sauver sans rien lui dire. De toute manière plainte était déposée.

A la première compagnie du « Bataillon Odet », j'avais le grade et les fonctions de sergent-major. Le sergent-major, en comparaison avec un sergent, est celui qui s'occupe de toute la paperasserie de la compagnie, c'est-à-dire contrôler les effectifs, faire le solde de la distribution de tabac, faire passer les circulaires de l'Etat-major à lire au rassemblement du matin. Alors que le sergent est chef de groupe d'une dizaine de tirailleurs. Un jour du mois de novembre 1944, une circulaire demandait des sous-officiers pour l'école des cadres de Cahors. Je me portais volontaire. Je partis donc pour Cahors en novembre. Nous étions logés à la caserne qui se trouve sur la grand'place, caserne dont j'ai oublié le nom. Là, c'était les grandes manœuvres, tous les jours de très longues marches, des exercices au champ de tir situé à 18 km de la caserne. On nous formait à la guerre, mais çà n'avait rien de comparable avec la vraie. Une autre circulaire demandait des sous-officiers qui voulaient se spécialiser dans les transmissions. Je posais une nouvelle fois ma candidature et j'ai été retenu pour l'école de transmissions de Toulouse au C.O.I.T. 617. (Centre d'Organisation et d'Instruction des Transmissions).

Contrairement à tout ce qui a été raconté sur certains grades acquis dans la Résistance et conservés ensuite, mon grade de sergent n'a été définitif qu'après l'école des cadres de Toulouse, en avril 1945. Après plusieurs affectations, à savoir : la 82^{ème} compagnie mixte de transmissions avec le grade de sergent, à l'échelon du P.C. de la 36^{ème} division, au camp Stéhélin à Caudéran (Bordeaux). A Toulouse, ou plus exactement, à Romainville Saint-Agne, puis la Côte d'Azur, à Villefranche-sur-Mer. Le P.C. de la division était à

Beaulieu-sur-Mer. Je fus envoyé à Breil sur Roya avec un groupe sur la frontière italienne. C'est-à-dire une douzaine de soldats plus un aspirant. Tout le monde était évacué. Nous avions deux maisons que nous avons fait déminer, par les démineurs allemands prisonniers, pour nous loger. Nous travaillons à la reconstruction de la ligne fixe P.T.T. Breil-sur-Roya Sospel.

A Breil-sur-Roya survint un accident. Un jour, un soldat est monté dans le camion de la section, sans rien connaître à la mécanique. Il tire sur différents boutons... dont le démarreur, alors que le camion était en prise, face à un mur : il a bloqué les jambes d'un autre soldat entre le mur et le pare-choc. L'aspirant commandant la section ayant été appelé à Villefranche-sur-Mer, je pris donc la responsabilité de commandant d'armes de la place. En usage militaire, c'est le gradé le plus ancien dans le grade le plus élevé qui remplit cette fonction. Nous travaillions donc sur la ligne P.T.T. Breil-sur-Roya Sospel, en plein été sous un soleil de plomb, dans un terrain miné. Les prisonniers allemands déminaient à la baïonnette. Un jour, le sergent démineur surveillant les prisonniers, a voulu monter sur un talus pour cueillir des abricots et a sauté sur une mine. Il n'est pas décédé tout de suite. Il a fallu le transporter à Menton à l'hôpital où il est mort huit jours après. Il m'avait sauvé la vie quelques jours avant son accident. Je m'étais arrêté pour pisser et avancé sur un chemin très propre. Tout à coup, je m'aperçois que j'étais entouré par plein de petits fils de fer presque invisibles et je vois distinctement une mine américaine derrière une touffe d'herbes. C'est lui qui est venu avec des pinces pour couper les fils et désamorcer les mines.

Une autre fois, en remontant de Villefranche-sur-Mer, dans les lacets du col de Castillon, une ambulance est tombée dans un lacet et a dévalé une soixantaine de mètres. Elle était pleine de blessés, cinq ou six plus l'infirmière chauffeur. Aucun n'était capable de remonter et le terrain était truffé de mines. Tout le monde gémissait. Nous étions trois. Nous avons commencé à descendre, en marquant chacun de nos pas, afin de pouvoir remonter dans les mêmes traces. Nous avons pu remonter tous les malades un par un. Cela nous a demandé deux ou trois heures environ. Et m'a valu une note de service signée du général Cazaud, commandant la 36^{ème} D.I. m'adressant toutes ses félicitations pour sauvetage en haute montagne des passagers et du chauffeur de l'ambulance et une citation à l'ordre de la division.

La fin de l'été 1945 se passa à Villefranche, au bord de la mer, en repos et baignades. C'est là que j'ai traversé la rade de Villefranche à Beaulieu, environ 2,5 km puis le retour, soit 5 km en nageant. Vint le mois d'octobre, en huit jours, il a fallu former des chauffeurs intensivement pour le départ de la 36^{ème} division vers l'Allemagne. On me confia un camion P45 Citroën chargé de fûts d'essence et d'huile. Et nous voilà partis pour l'Allemagne en passant par Brignoles, Aix en Provence, Avignon, Orange, Montélimar, Valence, Vienne, Lyon, Bourg en Bresse, Colygni, Lons le Saunier, Besançon, Belfort, Mulhouse, traversée du Rhin à Kembs, Fribourg et Bucholz. La 36^{ème} D.I. étant dissoute, la 82^{ème} C.M.T. le fut aussi. Je fus affecté à la compagnie 806/3 à Baden Os. Cette dernière étant également dissoute, je fus affecté à la compagnie du 18^{ème} Régiment de transmissions pour la formation et l'instruction de jeunes soldats au camp de Dumersheim.

Le coma... et Madame P.....

Entre temps, je m'étais marié avec une jeune fille du Loir-et-Cher, Jeannette, qui m'a rejoint en Allemagne au mois d'octobre 1946. J'avais des problèmes avec une hernie contractée en service. Je ne voulais pas me faire opérer en Allemagne. Profitant d'une permission, je me fais opérer à Blois à l'hôpital militaire fin janvier 1947. Le lendemain, je tombais dans le coma pendant une dizaine jours. On me mit dans le mouvoir, une ancienne chapelle, car l'hôpital militaire était installé avec l'hôpital civil dans un ancien cloître. C'était une salle de 8 mètres de hauteur sans chauffage. Je revins à moi un matin, malgré l'avis du docteur qui ne donnait pas cher de ma peau. Je n'étais pas beau à voir, mais tout le monde était satisfait. Je fus donc ramené dans la salle commune. J'avais eu un abcès à la plaie qui avait fait fonction d'abcès artificiel, mais j'avais le ventre ouvert, on voyait un grand trou et les chairs qui étaient en putréfaction. J'ai bénéficié d'un des premiers traitements de pénicilline. On introduisait des craies de 10 cm de longueur dans la plaie.

C'est à ce moment là que les gendarmes de Blois sont venus m'interroger au sujet de Madame P..... et de mon arrestation. Ce que je leur racontais, je ne m'en rappelle plus. Quand ma femme arriva, elle décida de repartir à la gendarmerie pour leur dire que l'interrogatoire que j'avais subi ne voulait rien dire vu mon état. Il lui fut répondu que cela n'avait aucune importance, que j'étais le seul survivant et que, d'après ce qu'ils savaient, elle avait une dizaine de morts sur la conscience, etc... Madame P..... avait donc été arrêtée. Elle fut condamnée à 20 ans de travaux forcés ; mais 2 ans après, elle fut libérée et narguait les gens à Civrac-en-Médoc, mon lieu de naissance, puis, elle se fixa à Lesparre, cherchant à vivre aux bons soins de la mairie et des bonnes œuvres, essayant de se faire passer pour une ancienne Résistante. Un matin, j'ai reçu un coup de fil d'un copain me disant : « Elle est crevée ! ». Elle avait plus de 80 ans.

C'est après ma libération de l'armée, longtemps après, quand j'ai retrouvé des copains du « Bataillon Arthur », que j'ai appris qu'ils s'étaient battus à Arx, le 20 juillet 1944, avec une colonne de blindés allemands qui voulait remonter vers le front de Normandie. La bataille d'Arx fut très dure. Elle dura deux jours. Matha en fut le héros en jetant une grenade sur le char de tête de la colonne qui explosa, avec toutes les munitions. Les Allemands ont été pris en tenaille par le groupe de Petit Paul, un Allemand anti-nazi qui venait de Toulouse et qui avait rejoint le maquis par l'intermédiaire de Lucien Baron, le commandant du « Bataillon Arthur ». Les Allemands eurent beaucoup de morts. Parmi nous, il y eut cinq ou six morts, dont un gamin de 15 ans, « Petit René ». Il avait suivi son frère, à son insu, jusqu'au maquis. Lui non plus n'avait pas quinze ans.

Je ne voudrais pas terminer ce récit sans avoir une pensée pour le maréchal-ferrant de Castelsarrasin avec qui, un soir où je logeais chez lui avec trois camarades, je suis allé faire sauter un convoi de troupe sur la ligne Toulouse – Agen. Deux ans après, j'ai retrouvé un de ses neveux qui m'avait connu et faisait son service militaire au 18^{ème} Régiment des Transmissions à Dumersheim. Le monde est vraiment petit pour nous retrouver en occupation ensemble.

Pour certains traits de caractère, je dois préciser que Martha⁵, par exemple, était bourru et

⁵ Il faut préciser que les noms donnés ici sont bien les noms attribués à mes copains de Résistance. Moi-même, je suis

très dur. Mais lorsque je l'ai retrouvé après trente ans passé en France comme ouvrier clandestin (il n'a pu obtenir ses papiers qu'après la mort de Franco), j'ai découvert un Martha heureux de vivre, avec femme et enfant et souriant. En juillet 2002, nous avons d'ailleurs rencontré ses petits enfants. Alors qu'il était clandestin et recherché par la police, Martha a réussi à se faire remettre par deux gendarmes la Légion d'Honneur sous son nom clandestin.

Pourquoi parler 50 ans après ?

Je sais que les jeunes générations vont se poser une question. Pourquoi s'être tu si longtemps ? Pourquoi parler cinquante ans après ? Madame Geneviève de Gaulle Antonioz a écrit, il y a deux ans :

« Lorsque nous sommes rentrés des camps de concentration, nous sommes restés vingt ans sans pouvoir raconter ce que nous avons subi et, quand nous sommes sortis tout doucement de notre mutisme, on ne voulait pas nous croire ».

Ma situation était certes différente. Mais cette phrase m'a fait comprendre que l'enfermement psychologique dans lequel je m'étais trouvé pendant plus de vingt ans avait été le même pour la plupart des Résistants torturés. Au point qu'il est possible de reconnaître, par leur comportement dans un groupe, les Résistants ayant subi des sévices. Les déceptions des années suivant la Libération ont complété notre état psychologique. Pendant longtemps, j'ai refusé de demander la carte d'ancien combattant et j'ai refusé aussi toute décoration.

Je n'ai donc pu que saluer la création des « Amis de la Résistance » ». J'ai eu beaucoup de plaisir à voir des jeunes adhérer dans le but de perpétuer la mémoire de la Résistance. Ceux-ci cherchent des preuves, des documents, des témoignages de cette période, pour que, lorsque nous aurons tous disparu, ils puissent défendre notre mémoire et l'histoire de ces années. En effet, depuis deux ans, plus rien n'arrête certains et les mensonges sur ce sujet augmentent. Dans un livre sorti à l'occasion de l'anniversaire de la mort de Gainsbourg, l'auteur prétend que Gainsbourg aurait affirmé que, après la Libération, des jeunes recrues de l'armée auraient été utilisées pour fusiller des femmes qui auraient couché avec des soldats allemands pendant la guerre 39/45. On peut décidément tout faire dire à un mort. Pour être certain d'être cru, l'auteur cite le nom de deux jeunes femmes victimes supposées de ces ordres. Plainte a pu être très vite déposée contre ce livre. Ces deux victimes étaient en effet connues pour bien autre chose. Bien avant la guerre, elles ont milité à différentes organisations. Entrées toutes les deux dans la Résistance dès le début de l'occupation, elles ont été arrêtées par les Allemands. L'une est décédée dans un camp de concentration, l'autre a été décapitée en Allemagne. Une plaque commémorative, au nom de la première comme Résistante existe dans sa commune dans la région parisienne. Plus de cinquante après, l'auteur a cru que cela serait avalé. Mais, avant le procès intenté à l'éditeur, combien d'exemplaires de ce livre ont été vendus pour enfin avoir ce jugement : « Suppression du passage incriminé pour les futures éditions ».

En 1990, j'ai acheté, lu (et ensuite fait lire) un magnifique livre : « Il pleut, mais l'été viendra » sur la Résistance en pays d'Albret. L'auteur, J.P. Koscielniak, est un jeune étudiant ayant consacré sa thèse universitaire à ce sujet. Or, surprise, il y a quelques mois, un article du journal « *Sud-Ouest* »⁶ nous annonce la sortie d'un livre, du même auteur, sur la Libération en Albret. J'avoue n'avoir encore pas pu lire ce livre, mais je le ferai car l'article du journal me laisse perplexe et me scandalise. Il est vrai qu'un article sorti de son contexte peut donner une information trompeuse. Comment un auteur qui a décrit dans les détails l'histoire des familles entières dénoncées, fusillées pour avoir aidé la Résistance peut-il parler aujourd'hui d'esprit de guerre civile, de vengeance ? Comment peut-on compter les disparus, puisque, comme ma dénonciatrice, bon nombre de

⁶ *Sud-Ouest* daté du 13 août 2002

personnes n'ayant pas la conscience tranquille se sont cavalees, laissant leurs affaires sur place, même leurs meubles, lorsqu'ils ont vu la partie perdue. Certains ont eu peur d'un châtimeut pourtant bien mérité. Bien sûr, si les Allemands nous avaient laissé leurs archives, les lettres de dénonciation, les jugements auraient été plus faciles, si, toutefois, ils avaient eu lieu. Je crois qu'il est impossible de juger lorsqu'on n'a pas vécu cette période. Gros Jean, qui faisait partie de la Résistance, a ainsi été abattu après la Libération parce qu'il avait trahi.

Je connais le cas d'un inspecteur de police, attaché aux affaires politiques, qui a assisté à la dénonciation à la *Felkommandatur* de neuf personnes. Le dénonciateur a quitté la commune dont il était le maire, est parti se mettre au vert dans un château et est revenu au pays en même temps que la Résistance arrivait. Pour la population, il fut un héros et elle pense à 60% qu'il fut un grand Résistant. Des officiers anglais n'ont-ils pas déclaré, quelques années après la guerre, que les Français avaient la mémoire courte ? Je veux bien admettre qu'il y a eu quelques excès, mais, bien limités.

Prenons un article que je possède encore, tiré de la « Dépêche de Toulouse » du milieu de juin 1949. J'avais été alors convoqué à Toulouse comme témoin au procès de l'intendant de police Marty et de ses anges sanglants qui pillèrent et tuèrent à Tonneins, Auch, Agen, etc... Dans les deux pages de cet article, Roland Bigot raconte que, pendant des heures, des patriotes, femmes, hommes, enfants ont enduré des supplices de la « gégène » (magnéto). Il ajoute : « Ils méritent cent fois l'échafaud, responsables des tortures d centaines de patriotes. ». Pourtant de nombreuses démarches ont été faites auprès des amis de Marty pour l'innocenter. Ces amis se retrouvent aujourd'hui, ou, pour mieux dire, hier, car ils seraient trop vieux aujourd'hui aux fonctions importantes dans l'administration de la Justice. Mais, ces hauts magistrats ont eu peur du scandale. Les anges sanglants et Marty ont été condamnés à mort et exécutés. Marty avait été en poste à Lyon et Montpellier. En 1949, Papon n'était pas seul à occuper de hautes fonctions dans l'administration française.

Voilà c'est l'histoire de Robert Piboteau pendant la Seconde Guerre Mondiale. C'est une histoire banale. Une histoire que vécurent de nombreux Résistants, à divers niveaux, pour diverses raisons – choix personnel ou forcé par les événements de l'Histoire. J'ai essayé de raconter succinctement et sans fioritures la vie que nous avons vécue à différents moments.

Je crois devoir apporter une précision à mon écrit. On a inventé toutes sortes de choses pour salir la Résistance ou, tout au moins, pour qu'elle apparaisse sous un autre jour que ce qu'elle avait été.

Lorsque nous quitions nos familles, notre travail, nous partions vers une inconnue absolue, sauf celui de lutter contre l'occupant, et de défendre la France. Nous partions pour différentes raisons !!!

Sous Pétain, les partis politiques étaient dissous et étaient interdits. De même les syndicats et toutes associations, dont ceux qui s'étaient reconstitués, ne pouvaient dire haut et fort leurs activités. Ils étaient clandestins. Il nous fallait agir avec précaution pour nous adresser à quelqu'un pour pouvoir partir dans la Résistance, quelqu'un que nous supposions être au courant pour nous diriger rapidement.

Nous apprenions le nom de l'organisation souvent lorsque nous y étions intégrés. Cela n'aurait sans doute rien changé à notre idéal de lutte contre l'occupant.

Nous étions bien accueillis et personne ne nous posait de questions sur nos idées notre religion, etc. Nous comprenions très vite que dans les groupes, il y avait de nombreuses nationalités, des métiers différents, des niveaux sociaux et culturels divers du médecin ophtalmo au curé, de l'ouvrier agricole au maçon, etc.

Pour nous ce qui comptait, c'était une amitié et une solidarité extraordinaire.

Ensuite, au « Bataillon Arthur », nous discussions comment obtenir des renseignements pour harceler l'occupant, arriver à être armé suffisamment (ce qui n'était pas le cas) et, bien entendu, des moyens d'intendance ce qui était le problème urgent de chaque jour ; pouvoir manger !!!

Au sujet du débarquement, puisque j'ai parlé de l'opinion d'un général américain, je remercie l'A.N.A.C.R. d'avoir publié, cette année, le discours du général de Lattres de Tassigny aux hommes qui allaient débarquer sur le sol de France

Extrait : « *Vous allez rencontrer des hommes qui, sur le sol français et dans la clandestinité, se battent depuis 3 ou 4 ans pour nous faciliter le débarquement. Beaucoup en sont mortd ou déportés. Ne l'oubliez jamais.* »

Nous discussions des espoirs de tous les Français mais de questions personnelles, jamais. Par exemple, je n'ai jamais eu à expliquer que les patrons de mon père m'emmenaient à la messe tous les dimanches lorsque j'étais enfant. Sans doute, après avoir compris que l'agriculture n'était pas mon fort, ils ont décidé de s'informer pour m'envoyer au séminaire. Leur décision, après information : cela faisait trop cher pour eux. J'avais obtenu mon certificat d'étude avec mention bien.

Mais les concours de bourse, mon instituteur voulait les ignorer ; il n'en parlait ni aux parents, ni aux élèves.

En 1936/1937, dans mon village, il n'était jamais question de syndicat, peu de gens lisaient le journal et, après une très longue journée de travail, 6 jours par semaine et le dimanche matin, l'ouvrier devait travailler son jardin pour compléter l'alimentation

journalière.

Après la période de résistance, pour beaucoup d'entre nous, nous avons mentalement énormément changé, la lutte contre l'occupant, notre ardeur au combat, la peur parfois, les trahisons, les dénonciations, nous pensions avoir bien gagné le droit d'être des hommes, de penser et d'avoir une opinion sur le monde.

C'est pourquoi, il est inadmissible qu'un avocat, et non des moindres, défendant l'Intendant de police Marty, maître Isorni, ait pu imaginer qu'un tribunal (au rescapé de la torture et de la mort) accorderait le droit de me poser une question sur mes opinions politiques. Le but, pour lui, puisque j'étais dans un maquis F.T.P.F., il voulait que je réponde que j'étais lié à un parti politique et qu'il jugeait dangereux pour le gouvernement donc mon témoignage ne pourrait avoir de valeur réelle.

Peut-être de nombreux jeunes peuvent être choqués par nos vols. L'exemple de Martha et de ses hommes est clair. Ils n'avaient plus rien pour s'habiller, ni se chausser (lire les « Va nu-pieds » de l'écrivain Robert Escarpit). Martha a tenté une démarche auprès du général de Larminat qui l'a reçu et, comprenant très bien sa plaidoirie, l'a fait raccompagner avec un camion de chaussures et de vêtements.

Ce que la nécessité nous avait obligé à faire était terminé. Nous étions redevenus des hommes qui ne **VOLIONS** plus.

Table des matières

Partir au maquis	3
L'attaque de la ferme du Crierai	5
Le hold-up de la perception	6
Du bruit dans la nuit.....	9
Les boîtes aux lettres.....	10
Milice et milices.....	11
La dernière liaison.....	12
La prison	14
Condamné à mort.....	15
L'armée... et Madame P.....	16
Le coma... et Madame P.....	18
Pourquoi parler 50 ans après ?	20